

Loisirs, à quel prix ?

Évolution de la consommation des ménages

Dans ce numéro de Chronique sur la détente, il nous a semblé intéressant de nous pencher sur l'évolution de la consommation des ménages, sur les dépenses consacrées à la culture, les loisirs.

Voici donc le tableau depuis 1960 :

	1960	1975	1990	2007	2017	Evolution annuelle (en % volume)
Alimentation	29	23	21	17	17	1,6
Logement	24	30	31	32	31	3.1
Transport	11	15	17	15	14	3,0
Habillement	8	7	6	5	4	1,2
Santé	1	1	3	4	4	4,9
Communication, culture, loisirs	3	4	5	10	11	4,9

Les augmentations les plus marquées sont la communication, les loisirs, la culture avec plus de 8 %. Le seul poste en diminution est l'alimentation avec moins 12 %. Les autres postes ont une évolution plus régulière et plus douce.

Le volume annuel de la consommation par personne est actuellement 4 fois plus élevé qu'en 1960.

A travers cette mutation, la consommation des services a pris le pas sur les dépenses de biens.

L'alimentation en 1960 a un prix élevé suite à la pénurie alimentaire liée à la guerre de 1940.

A la même période, l'agriculture est incitée à augmenter sa production. La mécanisation, les engrais, les produits de soin aux plantes, etc., vont permettre de multiplier par deux et plus les rendements, d'où une baisse des prix. Parallèlement, le lancement de grandes surfaces de ventes regroupées en centrales d'achats (4 à ce jour) donnent à celles-ci une force de pression énorme à l'achat. Producteurs agricoles, transformateurs de biens alimentaires subissent un rapport de force déséquilibré ; il explique partiellement le malaise actuel de l'agriculture dont les prix de vente sont essorés par ce mode de commerce. ►



- ▶ Cette baisse de la consommation alimentaire provient du fait que celle-ci a moins augmenté en volume que les autres catégories de biens et services.

Plus un pays s'enrichit, plus la part de l'alimentation dans la consommation totale diminue : 1,6 % par an et par habitant, alors que la consommation totale par habitant augmente de 2,8 % en volume par an.

Logement et transport

La part budgétaire du logement a progressé entre 1960 (24%) et 1975 (30%) puis a continué progressivement à augmenter (31 %). Cette plus faible progression traduit la croissance du nombre de ménages propriétaires.

Leur part dans le nombre total des ménages augmente entre 1973 (45 %) et 1988 (54%). Cette explosion de nouveaux propriétaires s'est réalisée par la construction pavillonnaire à l'extérieur des villes, dans des lotissements parfois éloignés du lieu de travail.

Le lien avec le transport souvent individuel, voiture, vers une gare, où le lieu de travail très éloigné, a pour conséquence un coût financier très élevé comparé aux personnes habitants en ville proches de leur travail.

Le transport a progressé fortement entre 1960 (11%) et 1990 (17%) puis a baissé en 2017 (14%). L'automobile est le principal facteur de hausse. Le taux d'équipement en automobile (30%) en 1960 passe à plus de 80% en 2006 dont 1/3 des ménages en possède 2 ou plus. La hausse du poids financier du transport est liée aux distances parcourues plus qu'à l'augmentation du prix du carburant.

Ces facteurs logement, transport nous éclairent sur ce que l'on a appelé la crise des gilets jaunes ; ils impactent fortement leur budget. L'habitant d'un centre-ville important paye un loyer plus élevé mais bénéficie de transports collectifs moins coûteux, moins longs et moins stressants.

La communication. Les loisirs. La culture.

Ce poste progresse fortement. En 1960, surtout en milieu rural, il n'y avait que la radio et peu ou pas de voiture. Puis il y eut l'arrivée du téléphone, de la télévision, du minitel, d'internet. La croissance en volume par habitant atteint 4 % par an entre 1960 et 2017. Ces nouveaux moyens de communication constituent l'un des principaux facteurs de développement des dépenses pré-engagées. Celles-ci encore nommées **dépenses contraintes** sont difficilement négociables à court terme car elles dépendent d'un contrat signé. Si l'on distingue l'urbain et le rural, celui-ci atteint un pourcentage moins élevé car il ne profite pas aussi facilement du théâtre, des musées, etc...que l'habitant de la grande ville (distance et prix du transport).

Jean DELOS

Beton-Bazoches (Seine-et-Marne)